

WEBINAIRE SUR LA RÉSILIENCE CONTRE LE COVID-19

P. 3

**D'éminents experts de la finance inclusive d'Afrique et des Caraïbes sont annoncés**



Le Journal de

**NOTRE ÉPOQUE**

Journal béninois d'investigation, d'analyse et de publicité  
Récépissé N° : 953/MISPCL/DC/DAI/SCC du 27 Mars 2007 (500fcfa)

[www.notreepoque.bj](http://www.notreepoque.bj)

N° 133 du Vendredi 22 Mai 2020



Message SBEE COVID-19

COMMUNALES 2020

P.6-7-10-12

# Tout sur les résultats de la CENA

(Liste complète des conseillers élus  
• Qui a quelle mairie ?)



**FCFA**

**La France entérine sa fin dans un projet de loi**

P. 3

L'élection du maire et ses adjoints, et du chef d'arrondissement

**Ce que dit la loi à propos**

P. 9

**Covid-19**

P. 3

**Un nouveau décès, 135 cas confirmés, 61 guéris**

**Communes 2020**

P. 9

**Ces journalistes devenus conseillers et peut-être maires**

**PSG**

**Kylian Mbappé a fixé une condition pour prolonger son contrat**

P. 9



**LE KANVO**  
EN TOUTE

*Majesté*  
Nouvelle Collection

**LOLO**  
ANDOCHE  
PRÊT-À-PORTER

☎ (229) 97 01 04 90 📱 Lolo Andoché 🌐 [www.loloandoches.com](http://www.loloandoches.com)



## TENDANCES ACTUELLES

La mode aujourd'hui

### Quand vulgarité et indécence s'y mélangent

La mode a investi tous les milieux et toutes les classes sociales. Chacun y va selon ses moyens et son milieu. Que ce soit en matière de coiffure, de vêtements et de chaussures. Le domaine qui attire notre attention aujourd'hui est l'habillement. Les tendances aussi bien chez les hommes que chez les femmes est le "slim", les tenues serrées. La mode aujourd'hui n'a plus de limite, elle a investi tous les milieux, que ce soit dans les collèges, les universités, les milieux professionnels et autres. Il n'est pas rare de rencontrer des élèves filles dans des tenues d'école assez déconcertantes : des tenues fantaisistes, moulantes voire sexy. L'école dont la vocation première est de donner une instruction de qualité aux apprenants pourrait facilement être confondue à un podium de Fashion car on y voit toutes les tenues tendance. La mode doit-elle investir les lieux de savoir ? Difficile de répondre à cette question. On retrouve parfois certaines personnes avec des tenues inadéquates pour le travail dans les bureaux. Il existe des types de tenue pour chaque occasion. Entre les tenues traditionnelles, les tenues de ville, les tenues relaxe, chacun doit savoir la tenue qu'il faut et quand il le faut. Ce qu'il est important de savoir c'est que l'habillement fait partie de la communication non verbale, l'habillement est un outil de communication. Même lors des entretiens d'embauche, un accent particulier est mis sur la façon dont le candidat au poste est habillé. L'apparence, la tenue vestimentaire et la posture véhiculent un message. Selon l'habillement vous envoyez des signaux positifs ou négatifs à votre entourage. Il y a des tenues qui inspirent le respect, d'autres qui dévalorisent et d'autres encore qui font voir la personne comme une personne de mœurs légères. La première des choses que quelqu'un qui vous voit pour la première fois regarde c'est votre habillement, votre physique, il se fait déjà une impression de vous. Cette première impression peut jouer à la défaveur de l'individu selon la tenue portée. Dans le milieu professionnel, l'habillement doit aller de pair avec la fonction ou le poste occupé. Les jeunes filles et femmes doivent faire attention à leurs tenues. Leurs styles peuvent leur faire prêter des intentions. Leur entourage peut voir des signaux à travers leur façon de s'habiller alors que les intéressées même n'ont aucune idée de l'effet que produit leurs tenues sur les collègues hommes. Ceci est parfois un facteur favorisant le harcèlement sexuel en milieu professionnel. Les tenues moulantes sont à la mode mais il faut voir le degré qui peut être toléré. Sur le lieu de travail, il n'est pas interdit de porter des tenues à la mode, mais il faut veiller à ce que les tenues soient le moins extravagant possible, pas trop sexy pour éviter de mettre à mal les collègues. La décence doit être de mise sur le lieu de travail. Pour les grandes cérémonies comme les mariages, les baptêmes et autres chacun fait son choix, certains optent pour les tenues traditionnelles et d'autres pour des tenues de ville. Tout dépend du goût de chacun. Les tenues du week-end sont des tenues souvent très relaxes. Les sorties à la plage, au restaurant, en boîte de nuit sont à l'affiche. La tenue relaxe ne signifie pas que n'importe quoi peut-être porté. Il n'est pas rare de rencontrer des gens dans des tenues vraiment déplacées à la limite vulgaire parce que c'est à la mode. Les Jeans Destroyers par exemple qui sont très à la mode, on en voit où les déchirures sont faites avec esthétiques et de façon légère et c'est beau mais on en voit d'autres avec de grandes déchirures, où les parties du corps sont très visibles quand c'est porté ce qui paraît vraiment vilain et vulgaire. On voit des jeunes filles et femmes dans tenues très moulantes et très courtes se pavaner dans les rues sans souci. L'Afrique doit-elle perdre les valeurs au nom de la mode ? Cette question mérite d'être posée. Dans le jargon des jeunes, être à la mode signifie être branché et personne ne veut être classé parmi les non branchés. Tout est permis pour rester branché, les tenues fantaisistes, avec des couleurs criardes et des designs pas possibles. Ils vont jusqu'à prêter des tenues d'autres pour faire des photos pour se montrer branchés sur facebook et les autres réseaux sociaux. Ils sont "Swag" comme ils aiment à le dire. Un véritable travail doit être fait au niveau de la société quant aux déviances qu'on observe de part et d'autres par rapport à la mode. Une photo indécente mise sur facebook peut-être la cause d'un refus d'emploi demain si les recruteurs lors des enquêtes font un tour sur la page facebook de l'individu. Ils pensent souvent que la jeunesse est une étape de la vie où l'on peut tout se permettre mais il y a des choses qui poursuivent et qui réapparaissent au moment où l'individu s'y attend le moins. Le passé rattrape toujours dit-on. Les parents doivent pouvoir jouer leurs rôles en recadrant le style vestimentaire de leurs enfants. On peut être à la mode sans être ni vulgaire ni indécent.

Moukaram A.M.BADAROU



Édité par GEEK BENIN

**Directeur de publication délégué**  
Prudence SEKODO  
95 692 885

**Conseillers éditoriaux**  
Elias BEHANZIN  
Léon KOBOUDE  
Luc Aimé DANSOU

**Directeur de la rédaction**  
Hervé Prudence HESSOU

**Rédacteur en chef**  
Jesdias LIKPETE

**Rédaction**  
Ambroise AMETOWONA

**Desk Sport**  
Gaël HESSOU  
Aubin Monge BANKOLE  
Rogerio APLOGAN

**Correspondant**  
Kanon NONDICHAO  
(Abomey)  
Aristide ABIDJO (Lomé)  
**Service Commercial**  
Sidoine YEHOUESSI  
(95 814 065)

## Webinaire sur la résilience contre le Covid-19

### D'éminents experts de la finance inclusive d'Afrique et des Caraïbes sont annoncés



Ils font partie des meilleurs profils de la finance inclusive du continent africain. Ils sont les têtes de gondole de la question de « l'économie réelle ». Une trentaine au total et de nationalités diverses, ils sont pourtant conviés à un partage d'expertise au webinaire international qu'organise le Think & do Tank Team RM. Ce prestigieux rendez-vous s'inscrit dans le cadre de sa mission de promouvoir des idées nouvelles et surtout de soutenir les Etats africains dans la riposte contre le Covid-19. Prioritairement, il est question de préparer les populations les plus vulnérables et impactées à la résilience. Qu'il s'agisse des personnes à revenus modestes dans les Activités Génératrices de Revenus (AGR), des Petites et Moyennes Entreprises Industrielles (PME/PMI), des producteurs et agriculteurs, ils sont nombreux à constituer la majeure partie de l'architecture écono-

mique de nos États. Ils sont les plus exposés par ailleurs aux risques sociaux liés à cette crise sanitaire. Annoncé en partenariat avec la Fondation Louis Lamothe, la banque panafricaine Ecobank et la Confédération des Institutions Financières de l'Afrique de l'Ouest (CIF), ce séminaire virtuel se tient pour discuter et trouver des mécanismes de sauvegarde de « l'économie réelle » à travers des réponses ciblées et adaptées. Se tenant sur trois jours, la rencontre se décomposera en trois différents clusters. Le premier se penchera sur les partenariats et les coopérations nécessaires pour atténuer les chocs économiques et soutenir la reprise en Afrique Subsaharienne et dans les PPTE en général. Ensuite, il sera question des stratégies et des actions adaptées aux caractéristiques du tissu économique des pays africains en assurant une offre de financement appropriée et suffisante aux acteurs de « l'économie réelle ». Enfin, au troisième jour, il sera question de l'implication des acteurs de l'innovation dans la riposte au Covid19 pour la relance économique. Ces thèmes de grande portée seront débattus, entre autres par Lionel Zinsou, Ancien Premier Ministre du Bénin, Laurent Lamothe, Ancien Premier Ministre haïtien, Claude Joseph, Ministre des Affaires Etrangères et des Cultes de Haïti. D'autres ministres tels que Ally Coulibally des Affaires Etrangères et Souleymane Diarrassouba du Commerce et de

l'Industrie de la Côte d'Ivoire seront de la partie, sans oublier Alain Claude Bilie By Nze, Ministre des Affaires Etrangères du Gabon. L'on cite également Stefan Nalletamby, Vice-président par intérim en charge du secteur privé de l'infrastructure et de l'industrialisation à la Banque Africaine de Développement, Manzamaesso Assih, Secrétaire d'Etat près la présidence de la République Togolaise chargée de la finance inclusive et du secteur informel. Charlie Dingu, le Directeur des Activités Bancaires et des Financements Alternatifs de la BCEAO, et Paul Harry Aithnard, le Directeur régional Ecobank Uemoa animeront également des panels de haut niveau. Les débats seront animés par la promotrice du Think & do Tank Team RM et Experte Internationale en Finance Inclusive et Mécanismes de Développement, Reckya Madougou. Pour participer à l'événement, un lien d'accès à la plateforme du webinar sera mis à disposition.



## COMMUNIQUE DE PRESSE UPMB – CNPA / 2020

### Appel à candidature pour la « Formation de 120 professionnels des médias en journalisme d'investigation sur la corruption »

Dans le cadre de la mise en œuvre de leurs activités, le Projet d'Appui à la Justice (PAJ) du Ministère de la Justice et de la Législation et le Programme d'Appui à la Lutte contre l'Impunité et au Renforcement de l'Etat de Droit au Bénin (PALIREDD) de Transparency International et Social Watch Bénin, en partenariat avec l'Union des Professionnels des Médias du Bénin (UPMB) et le Conseil National du Patronat de la Presse et de l'Audiovisuel (CNPA) organisent trois (03) ateliers de formation des personnels des médias au journalisme d'investigation en matière de lutte contre la corruption respectivement à Cotonou, Bohicon et Parakou.

Dans ce cadre, il est lancé le présent appel à candidature en vue de la sélection de cent vingt (120) journalistes des télévisions, radios, presse écrite et presse en ligne exerçant sur toute l'étendue du territoire national suivant la répartition ci-après :

Session de formation de Cotonou du 8 au 10 juin 2020 au profit de cinquante (50) journalistes exerçant dans les départements de l'Atlantique, du Littoral et de l'Ouémé. Session de formation de Bohicon du 11 au 13 juin 2020 au profit de quarante (40) journalistes exerçant dans les départements du Couffo, des Collines, du Mono et du plateau.

Session de formation de Parakou du 15 au 17 juin 2020

au profit de trente (30) journalistes exerçant dans les départements de l'Alibori, de l'Atacora, du Borgou et de la Donga.

L'objectif global de la formation est de « renforcer les capacités des personnels des médias au journalisme d'investigation en matière de lutte contre la corruption ». De façon spécifique, il s'agira de permettre aux personnels des médias formés de :

- acquérir les techniques d'investigation et d'alerte en matière de lutte contre la corruption ;
- identifier et maîtriser les facteurs, les causes et les conséquences/incidences des pratiques.

Tout professionnel des médias désirant participer à cette formation doit remplir les conditions ci-après :

- 1) être un professionnel des médias exerçant dans une rédaction paraissant régulièrement au Bénin ;
- 2) avoir au moins 2 ans d'expérience dans la conduite d'enquêtes journalistiques ou aspirer à s'y engager ;
- 3) manifester de l'intérêt pour les questions de lutte contre la corruption et remplir la fiche d'identification du ou de la candidat-e ci-joint au présent appel à candidature.

Les fiches d'identification dûment remplies, valant dossier de candidature, sont à déposer sous pli fermé portant la mention « Appel à candidature pour l'atelier PAJ-PA-

LIREDD / UPMB-CNPA 2020 » au Secrétariat de l'Union des Professionnels des Médias du Bénin (UPMB) ou du Conseil National du Patronat de la Presse et de l'Audiovisuel (CNPA) sis à la Maison des Médias Thomas ME-GNASSAN au quartier Gbèdjromède à Cotonou au plus tard le Vendredi 22 mai 2020 à 17 heures.

Les dossiers de candidatures peuvent également être envoyés par mail au format PDF à l'adresse : upmb.benin@gmail.com avec en objet « Dossier de candidature pour l'atelier PAJ-PALIREDD / UPMB-CNPA 2020 ».

N.B : L'UPMB, le CNPA et leurs partenaires tiendront compte de l'égalité des genres et favoriseront un accès égalitaire des femmes et des hommes dans la phase de sélection.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter le numéro suivant : 95 42 21 45.

Ont signé,  
La Présidente de l'UPMB,  
Zakiatou O. LATOONDJI

Le Président du CNPA,  
Evariste HODONOU

## FCFA

### La France entérine sa fin dans un projet de loi



Selon l'AFP, c'est dans un projet de loi qui entérine la fin du franc CFA qui a été adopté ce mercredi en Conseil des ministres, un texte « très attendu » par les pays de l'Union monétaire ouest-africaine, a annoncé la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye. Ce texte valide la transformation du franc CFA, qui deviendra l'Eco en maintenant la parité fixe avec l'Euro, ainsi que la fin de la centralisation des réserves de change des Etats d'Afrique de l'ouest auprès du Trésor français, conformément à l'accord conclu fin décembre entre la France et les Etats de l'Union monétaire ouest-africaine, a-t-elle souligné. La France entérine la fin du franc CFA dans un projet de loi Paris, France | AFP | 20/05/2020

Le projet de loi qui entérine la fin du franc CFA a été adopté mercredi en Conseil des ministres, un texte "très attendu" par les pays de l'Union monétaire ouest-africaine, a annoncé la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye. Ce texte valide la transformation du franc CFA, qui deviendra l'Eco en maintenant la parité fixe avec l'Euro, ainsi que la fin de la centralisation des réserves de change des Etats d'Afrique de l'ouest auprès du Trésor français, conformément à l'accord conclu fin décembre entre la France et les Etats de l'Union monétaire ouest-africaine, a-t-elle souligné. Cette réforme, a rappelé la porte-parole, résulte de l'accord de coopération signé le 21 décembre 2019 entre Emmanuel Macron et les gouvernements des Etats membres de l'Union monétaire ouest africaine, qui avaient annoncé cette réforme historique de la coopération monétaire entre la France et ces Etats africains devant aboutir à la fin du franc CFA. "Cette fin symbolique devait s'inscrire dans une renouvellement de la relation entre la France et l'Afrique et écrire une nouvelle page de notre histoire", a-t-elle déclaré.

Le 21 décembre, huit pays d'Afrique de l'Ouest et la France avaient décidé de cette réforme d'envergure du franc CFA, qui va changer de nom pour s'appeler l'Eco en 2020, avait annoncé le président ivoirien Alassane Ouattara en présence du président français. Le franc CFA était "perçu comme l'un des vestiges de la Françafrique", avait alors déclaré Emmanuel Macron. La Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ne devra plus déposer la moitié de ses réserves de change auprès de la Banque de France, obligation qui était perçue comme une dépendance humiliante vis-à-vis de la France par les détracteurs du franc CFA. A été également décidé le retrait de la France des instances de gouvernance dans lesquelles elle était présente.

La parité fixe avec l'euro du franc CFA, le futur Eco, doit être maintenue (1 euro = 655,96 francs CFA). Ce point est appelé à évoluer lorsque la monnaie commune ouest-africaine verra le jour.

Copyright © Agence France-Presse.



## CORONAVIRUS

## Un nouveau décès, 135 cas confirmés, 61 guéris



Depuis le mardi 19 mai 2020, comme le précisent les explications du ministre de la santé, le Bénin s'aligne sur les indicateurs recommandés par l'OMS dans la gestion de la pandémie du Coronavirus (Covid-19).

Ainsi, avec 26792 tests (PCR + TDR) réalisés depuis le 3 mai 2020, le Bénin enregistre à la date du 20 mai 2020 un total de 135 cas confirmés avec 71 personnes sous traitement, 61 personnes guéries et 03 décès. Sur la période allant du 3 au 20 mai 2020, ont été réalisés :

- 13346 tests de PCR
- 13446 tests de Diagnostic Rapide (TDR)

Pour rappel, le Test de Dépistage Rapide (TDR) consiste en une recherche dans le sang et celui dit «PCR» ou «virologique» («polymerase chain reaction») consiste en un prélèvement naso-pharyngé (gorge, nez,

nasopharynx) donc à faire un prélèvement nasal ou buccal pour y rechercher des traces du virus.

Le respect des mesures sanitaires, notamment des gestes barrières (le lavage systématique des mains à l'eau et au savon, le port du masque en tous lieux, le respect de la distance de sécurité sanitaire de 1m, ...) sont entre autres les mesures à respecter rigoureusement pour réduire la propagation du Coronavirus (Covid-19) au Bénin. Vous pouvez joindre le centre d'appel Covid-19 au Bénin au numéro 136 pour toutes informations au sujet du Coronavirus :

- Dépistage,
- Prise en charge,
- Isolement,
- Signalements,
- Questions diverses.

## Communes 2020

## Voici la décision portant proclamation des résultats



Parti Politique	Voix	Pourcentage	Siège
Union Progressiste (UP)	880 802	35,97 %	Gauche
Bloc Républicain (BR)	808 247	33,38 %	Gauche
Forces Civiles pour un Bénin Émergent (FCBE)	270 818	11,38 %	Gauche
Parti du Renouveau Démocratique (PRD)	108 552	4,58 %	Droite
Union Démocratique et Progrès (UDP)	54 080	2,27 %	Droite



## Communes 2020

## Qui a quelle mairie ?

L'Union Progressiste est le parti vainqueur de ces élections avec près de 40% du vote populaire et plus de 45% des sièges de conseillers sur toute l'étendue du territoire national. Le parti baobab a acquis entièrement 34 communes soit un peu moins de 45%. L'UP a conquis une commune dans les départements de l'Alibori et du Borgou, 2 communes dans le Mono et 3 communes dans le Plateau et l'Atacora. La victoire est plus retentissante dans l'Atlantique avec 06 communes sur 08, dans l'Ouémé avec 07 communes sur 09 et totale dans le Couffo, où l'UP a gagné toutes les 6 communes et le littoral où Cotonou est acquis. Par contre, le parti n'a rien eu pour l'instant dans les départements des Collines et de la Donga. Voici quelques grandes communes sous l'escarcelle de l'UP

- Abomey-Calavi
- Ouidah
- Abomey
- Lokossa
- Grand Popo
- Kétou

Le Bloc Républicain arrive en deuxième position avec plus de 37% du vote populaire, 40% des sièges de conseillers et 19 communes soit 24,67%. Il a assuré sa suprématie dans le Zou où il a pris 0

5 communes sur 9. Il est moyen dans le Mono (3/6) et la Donga (2/4). Le cheval cabré a signalé sa présence dans l'Atacora, l'Atlantique et l'Ouémé avec 2 communes, l'Alibori, les Collines et le Plateau avec une commune. Le BR n'a pas pu conquérir de communes dans le Couffo et le Borgou. Voici quelques grandes communes contrôlées par le BR :

- BR
- Allada
- Bohicon
- Sèmè-Podji
- Pobè

- Glazoué
- Djougou
- Natitingou

Les FCBE sont les grands perdants de ces élections. Maîtres d'une trentaine de communes lors des précédentes communales, le parti cauris est aujourd'hui réduit à 7 communes contrôlées pour le moment avec 14% du vote populaire et également 14% des conseillers sur l'étendue du territoire national. Les FCBE ont brillé dans le Borgou où ils ont pris trois communes et dans les Collines où ils ont réussi à garder Bantè et Savè. Les deux autres communes sont prises dans la Donga et l'Alibori. Ils n'ont gagné dans aucune commune des départements du Sud. Voici quelques grandes communes des FCBE

- FCBE
- Parakou
- Bembèrèkè
- Kandi
- Savè
- Bantè

## Editorial

## L'école de la pipe, de la drogue et des partouzes

Les Béninois ont été très choqués cette semaine avec les vidéos des élèves de certains collèges de Cotonou. Des vidéos obscènes réalisées dans les enceintes des collèges avec les apprenants en uniforme. Jeux sensuels et sexuels, drogue, cigarette : tout y apparaît. La démission des parents : l'une des premières causes de la dépravation des adolescents et jeunes. Les parents ne jouent plus leurs rôles d'éducateurs comme il faut parce que très occupés parfois pour chercher de quoi nourrir ces derniers. Les réseaux sociaux dévoilent aujourd'hui le vrai visage du monde. Le tableau est tellement sombre que l'on se demande parfois si la fin du monde n'est pas proche. Les viols, les agressions, la dépravation, la prostitution, la drogue, les sextape semblent être aujourd'hui le quotidien de la grande partie des jeunes et adolescents. Il y a quelques années beaucoup savaient qu'il existait chez certains adolescents et jeunes des comportements immoraux mais n'avaient pas l'occasion de le vivre. Aujourd'hui on le vit en direct via les réseaux sociaux, la plaie est plus profonde qu'elle ne paraît. La démission des parents, l'accès aux réseaux sociaux, les telenovelas, le laxisme des parents, les mauvaises fréquentations la pauvreté.... Les ministres en charge de l'éducation ont pris leurs responsabilités, les collèges concernés ont tenu des conseils de discipline et ont infligé des sanctions mais tout cela n'efface pas la honte des parents de ces élèves qui apparaissent dans les vidéos. C'est le début de la descente aux enfers de ces élèves. Après les punitions il faudrait penser à les faire suivre par les spécialistes pour leur éviter de sombrer.

HPH

## LE GEAI BLEU

La chronique de Kangny-Hessou Jean Damascène



## Du bon usage du nom, « Yabi » et du prénom, « Charles »

Les faits : L'Ong Bénin Diaspora Assistance fait une grogne suite à une enquête diligentée par elle-même dans la commune de Ouèssè dans une affaire qu'il convient d'appeler le « Satom-gasoilGate ». Le récit publié par le président de l'Ong, M. Médard Koudébi sur les réseaux sociaux indexe un individu sans autre précision du nom de « Yabi Charles ». L'information fait le tour du monde. Tous ceux qui s'appellent « Yabi Charles » au Bénin sont interpellés par coup de téléphone et messages divers par leurs amis, collègues et hiérarchies. La toile s'embrase. Les hommes de l'ère culturelle Nagot du Bénin qui portent le nom, « Yabi » et le prénom, « Charles » sont regardés d'un mauvais œil. Un week-end, celui du vendredi 08 mai au dimanche 10 mai 2020 était ce lui de toutes les indignations et de tous les soupçons. Le Président de l'Ong Diaspora a-t-il mesuré toutes les conséquences et désagréments qui consistent à jeter en pâture, un nom et prénom sans aucune autre forme de précision ? Il se pose alors un problème de rédaction des résultats d'enquêtes de grogne.

**Quand on tape : « Yabi Charles » dans le moteur de recherche « Google », cet identifiant renvoie à des personnalités diverses : Forestier, Universitaire, architecte, Médecin, élève etc....**

On peut bien comprendre que l'auteur du récit d'enquête de grogne ne soit ni un journaliste ni un agent assermenté aux règles de rédaction strictes. Sinon, la moindre des choses est de décrire l'intéressé par sa profession ou son âge. Quand on tape : « Yabi Charles » dans le moteur de recherche « Google », cet identifiant renvoie à des personnalités diverses : Forestier, Universitaire, architecte, Médecin, élève etc.... C'est d'ailleurs pour éviter ces confusions et créer des torts inconsciemment à des honnêtes gens qu'il est recommandé de la prudence dans l'appellation sans ambages des noms des gens quand on n'a pas de précisions déterminantes pouvant conduire à cibler l'individu présumé receleur. Deux précautions valent mieux qu'une. A s'y méprendre, un travail sérieux comme celui réalisé par l'Ong de M. Médard Koudébi peut créer des maux parce que les mots choisis ou omis ont fait des ombres. Ceci vaut bien une mise au point afin que la rédaction des rapports de grogne de l'Ong Diaspora soit tout simplement professionnelle. Notons qu'aux dernières nouvelles, l'Ong Diaspora s'est rattrapée avec un résumé de sa grogne par l'usage de l'expression, « Un certain Charles ». Dossou trop tard ! Le désagrément est déjà fait.



## Ce que dit la loi à propos

Article 191 : Le nombre d'adjoints au maire est fixé à deux (02) dans toutes les communes sauf dans les communes à statut par-

En tout état de cause,

Article194 : Le maire et ses adjoints sont élus pour la même durée que le Conseil communal ou

Article 196 : L'élection du maire et de ses adjoints peut être frappée de nullité. Le délai de recours pour évoquer cette nullité est de quinze (15) jours et

Article 198 : L'arrondissement, subdivision de la commune, est doté d'un organe dénommé Conseil d'arrondissement composé du chef

Source : le code électoral  
en vigueur au Bénin.

## Nouveau calendrier des examens et concours

N° 00133 du Vendredi 22 Mai 2020

# Code de déontologie de la presse béninoise

## Préambule

Les associations nationales des professionnels de l'information et de la communication affirment leur volonté de perpétuer les traditions de lutte de la presse béninoise pour la liberté d'expression et le droit du public à l'information. ns des instances africaines d'autorégulation des médias sont similaires. Elles marquent également leur engagement à promouvoir la culture démocratique en conformité avec la Constitution du 11 décembre 1990 qui garantit la liberté de presse au Bénin. Elles sont convaincues que les responsabilités, qui incombent aux journalistes dans la mission d'information du public, priment toute autre responsabilité, en particulier à l'égard de leurs employeurs et des pouvoirs publics. Elles soutiennent que cette mission ne peut être assumée que sur la base de saines pratiques professionnelles. Elles ont, par conséquent, décidé d'élaborer un code de déontologie qui énonce les devoirs et les droits du journaliste dans l'exercice de sa profession au Bénin. Les associations nationales des professionnels de l'information et de la communication souscrivent à la présente déclaration, objet de ce code. Les journalistes et techniciens de la communication s'engagent à observer rigoureusement, dans leur pratique quotidienne, les principes qui en découlent, pour la dignité, la crédibilité et le prestige de la profession de journaliste au Bénin.

## Déclaration des devoirs

Dans la recherche, le traitement et la diffusion de l'information ainsi que le commentaire des événements, les devoirs essentiels du journaliste sont :

Art 1er. L'honnêteté et le droit du public à des informations vraies. Le journaliste est tenu de respecter les faits, quoi que cela puisse lui coûter personnellement, et ce en raison du droit que le public a de connaître la vérité.

### Art 2. La responsabilité sociale

Le journaliste publie uniquement les informations dont l'origine, la véracité et l'exactitude sont établies. Le moindre doute l'oblige à s'abstenir ou à émettre les réserves nécessaires dans les formes professionnelles requises. Le traitement des informations susceptibles de mettre en péril la société, requiert du journaliste, une grande rigueur professionnelle et, au besoin, une certaine circonspection.

### Art 3: Le rectificatif, le droit de réponse et le droit de réplique

Les fausses nouvelles et les informations inexactes publiées doivent être spontanément rectifiées. Le droit de réponse et le droit de réplique sont garantis aux individus et aux organisations, dans les conditions prévues par la loi. Le droit de réponse et le droit de réplique ne peuvent s'exercer que dans l'organe qui a publié l'information contestée.

### Art 4. Le respect de la vie privée et de la dignité humaine

Le journaliste respecte les droits de l'individu à la vie privée et à la dignité. La publication des informations qui touchent à la vie privée d'individu ne peut être justifiée que par l'intérêt public.

### Art 5. L'intégrité professionnelle, les dons et les libéralités

En dehors de la rémunération qui lui est due par son employeur dans le cadre de ses services professionnels, le journaliste doit refuser de toucher de l'argent ou tout avantage en nature des mains des bénéficiaires ou des personnes concernées par ses services, quelle qu'en soit la valeur et pour quelque cause que ce soit. Il ne cède à aucune pression et n'accepte de

directive rédactionnelle que des responsables de la rédaction. Le journaliste s'interdit tout chantage par la publication ou la non-publication d'une information contre rémunération.

### Art 6. Le plagiat

Le journaliste s'interdit le plagiat, la calomnie, la diffamation, l'injure et les accusations sans fondement.

### Art 7. Le secret professionnel

Le journaliste garde le secret professionnel et ne divulgue pas la source des informations obtenues confidentiellement.

### Art 8. La séparation des commentaires des faits

Le journaliste est libre de prendre position sur n'importe quelle question. Il a l'obligation de séparer le commentaire des faits. Dans le commentaire, il doit tenir le scrupule et le souci de l'équilibre pour règles premières dans la publication de ses informations.

### Art 9: La séparation de l'information de la publicité

L'information et la publicité doivent être séparées.

### Art 10. L'incitation à la haine raciale et ethnique

Le journaliste se refuse à toute publication incitant à la haine tribale, raciale et religieuse. Il doit proscrire toute forme de discrimination. Il s'interdit l'apologie du crime.

### Art 11. Le sensationnel

Le journaliste s'interdit les titres sensationnels sans commune mesure avec le contenu des publications.

### Art 12. Les restrictions à l'information

Aucune information ne doit être altérée ni supprimée tant qu'elle ne porte pas atteinte à la sécurité de l'Etat.

### Art 13. L'identité de l'information

Le journaliste est responsable de ses publications, du choix des photographies, des extraits sonores, des images et de son commentaire, et ceci en accord avec ses supérieurs hiérarchiques. Il signale, de façon explicite, un reportage qui n'a pu être filmé mais qui a été soit reconstitué, soit scénarisé. Il avertit s'il s'agit d'images d'archives, d'un " faux direct " ou d'un " direct ", d'éléments d'information ou de publicité.

### Art 14. L'honneur professionnel

Le journaliste évite d'utiliser des méthodes déloyales pour obtenir des informations, des photographies et des illustrations.

### Art 15: La protection des mineurs

Le journaliste respecte et protège les droits des mineurs en s'abstenant de publier leurs photographies et de révéler leur identité.

### Art 16. La violence et les obscénités

Le journaliste doit s'abstenir, autant que possible, de publier des scènes de violence, des images macabres et obscènes.

### Art 17. La confraternité

Le journaliste doit rechercher la confraternité. Il s'interdit d'utiliser les colonnes des journaux ou les antennes, à des fins de règlement de compte avec ses confrères. Le journaliste ne sollicite pas la place d'un confrère, ni ne provoque son licenciement en offrant de travailler à des conditions inférieures.

### Art 18. Incompatibilité des fonctions de journaliste et d'attaché de presse

La fonction d'attaché de presse, de chargé de relations publiques et autres fonctions assimilées, est incompatible avec l'exercice cumulé de la profession de journaliste.

### Art 19. Le devoir de compétence

Avant de produire un article ou une émission, le journaliste doit tenir compte des limites de ses aptitudes et ses connaissances. Le journaliste n'aborde ses sujets qu'après avoir fait un minimum d'effort de recherche ou d'enquête. Le journaliste doit constamment améliorer ses talents et ses pratiques professionnelles en se cultivant et en participant aux activités de formation permanente organisées par les diverses associations professionnelles.

### Art 20. Les juridictions

Tout manquement aux dispositions du présent code de déontologie expose son auteur à des sanctions disciplinaires qui pourront lui être infligées par les instances d'autorégulation des médias et les associations professionnelles. Le journaliste accepte la juridiction de ses pairs, ainsi que les décisions issues des délibérations des instances ci-dessus mentionnées. Le journaliste s'oblige à connaître la législation en matière de presse.

### Déclaration des droits

Tout journaliste doit, dans l'exercice de sa profession, revendiquer les droits suivants :

### Art 21. Le libre accès aux sources

Le journaliste, dans l'exercice de sa profession, a accès à toutes les sources d'information et a le droit d'enquêter librement sur tous les faits qui conditionnent la vie publique.

### Art 22. Le refus de subordination

Le journaliste a le droit de refuser toute subordination contraire à la ligne éditoriale de son organe de presse.

### Art 23. La clause de conscience

Le journaliste, dans l'exercice de sa profession, peut invoquer la clause de conscience. Il peut refuser d'écrire ou de lire des commentaires ou éditoriaux politiques contraires aux règles de déontologie de la profession ou d'être le censeur des articles, oeuvres radiophoniques et télévisuelles de ses pairs, sur des bases autres que professionnelles. En cas de conflit lié à la clause de conscience, le journaliste peut se libérer de ses engagements contractuels à l'égard de son entreprise, dans les mêmes conditions et avec les mêmes droits qu'un licenciement.

### Art 24. La protection du journaliste

Le journaliste a droit, sur toute l'étendue du territoire national, et ce sans condition ni restriction, à la sécurité de sa personne, de son matériel de travail, à la protection légale et au respect de sa dignité.

### Art 25. L'obligation de consultation

L'équipe rédactionnelle doit être obligatoirement informée de toute décision importante de nature à affecter la vie de l'entreprise. Elle doit être au moins consultée, avant décision définitive, sur toute mesure intéressant la composition de la rédaction : embauche, licenciement, mutation et promotion de journalistes.

### Art 26. Le contrat et la rémunération

En considération de sa fonction et de ses responsabilités, le journaliste a droit non seulement au bénéfice des conventions collectives, mais aussi à un contrat individuel assurant la sécurité matérielle et morale ainsi qu'à une rémunération correspondant au rôle social qui est le sien et qui garantisse son indépendance économique.

Fait à Cotonou, le 24 Septembre 1999

Mis à jour le 15 juin 2005



# Elections communales et municipales

Page 1148 | <https://doi.org/10.1002/ajim.13741> | Accepted: 12 May 2020

Year 2008	Year 2009	Year 2010
-----------	-----------	-----------

Downloaded from <http://ajph.org/> on November 12, 2014

Page no.	Page no. (in the published form)	Page no.
----------	----------------------------------	----------

Page 10 of 10 *Mathematics* 2024, 12, 2280; doi:10.3390/math12122280

Page No.	Signature & Date	Page No.
----------	------------------	----------

Page 1146 | <https://doi.org/10.1002/ajim.13748> | Accepted: 12 May 2020

Year	Number of cases	Percentage of cases	Percentage of cases with severe disease
2000	10	100	100
2001	10	100	100
2002	10	100	100
2003	10	100	100
2004	10	100	100
2005	10	100	100
2006	10	100	100
2007	10	100	100
2008	10	100	100
2009	10	100	100
2010	10	100	100
2011	10	100	100
2012	10	100	100
2013	10	100	100
2014	10	100	100
2015	10	100	100
2016	10	100	100
2017	10	100	100
2018	10	100	100
2019	10	100	100
2020	10	100	100
2021	10	100	100
2022	10	100	100
2023	10	100	100
2024	10	100	100
2025	10	100	100
2026	10	100	100
2027	10	100	100
2028	10	100	100
2029	10	100	100
2030	10	100	100
2031	10	100	100
2032	10	100	100
2033	10	100	100
2034	10	100	100
2035	10	100	100
2036	10	100	100
2037	10	100	100
2038	10	100	100
2039	10	100	100
2040	10	100	100
2041	10	100	100
2042	10	100	100
2043	10	100	100
2044	10	100	100
2045	10	100	100
2046	10	100	100
2047	10	100	100
2048	10	100	100
2049	10	100	100
2050	10	100	100
2051	10	100	100
2052	10	100	100
2053	10	100	100
2054	10	100	100
2055	10	100	100
2056	10	100	100
2057	10	100	100
2058	10	100	100
2059	10	100	100
2060	10	100	100
2061	10	100	100
2062	10	100	100
2063	10	100	100
2064	10	100	100
2065	10	100	100
2066	10	100	100
2067	10	100	100
2068	10	100	100
2069	10	100	100
2070	10	100	100
2071	10	100	100
2072	10	100	100
2073	10	100	100
2074	10	100	100
2075	10	100	100
2076	10	100	100
2077	10	100	100
2078	10	100	100
2079	10	100	100
2080	10	100	100
2081	10	100	100
2082	10	100	100
2083	10	100	100
2084	10	100	100
2085	10	100	100
2086	10	100	100
2087	10	100	100
2088	10	100	100
2089	10	100	100
2090	10	100	100
2091	10	100	100
2092	10	100	100
2093	10	100	100

Year	Number of cases	Rate per 100,000
1990	1,000	1.0
1991	1,100	1.1
1992	1,200	1.2
1993	1,300	1.3
1994	1,400	1.4
1995	1,500	1.5
1996	1,600	1.6
1997	1,700	1.7
1998	1,800	1.8
1999	1,900	1.9
2000	2,000	2.0
2001	2,100	2.1
2002	2,200	2.2
2003	2,300	2.3
2004	2,400	2.4
2005	2,500	2.5
2006	2,600	2.6
2007	2,700	2.7
2008	2,800	2.8
2009	2,900	2.9
2010	3,000	3.0
2011	3,100	3.1
2012	3,200	3.2
2013	3,300	3.3
2014	3,400	3.4
2015	3,500	3.5
2016	3,600	3.6
2017	3,700	3.7
2018	3,800	3.8
2019	3,900	3.9
2020	4,000	4.0

Page 12/18	Page 13/18	Page 14/18
------------	------------	------------

Page 11160	Journal of Neurosci., July 26, 2006 • 26(30):8155–8164 • 11161	Page 11161
------------	--	------------

Page 12/18 <https://doi.org/10.1186/s13047-020-00057-0> Page 12/18

Page 1 of 10	Page 2 of 10	Page 3 of 10
--------------	--------------	--------------

Year	Number of cases	Rate per 100,000
1990	1,000	1.0
1991	1,100	1.1
1992	1,200	1.2
1993	1,300	1.3
1994	1,400	1.4
1995	1,500	1.5
1996	1,600	1.6
1997	1,700	1.7
1998	1,800	1.8
1999	1,900	1.9
2000	2,000	2.0
2001	2,100	2.1
2002	2,200	2.2
2003	2,300	2.3
2004	2,400	2.4
2005	2,500	2.5
2006	2,600	2.6
2007	2,700	2.7
2008	2,800	2.8
2009	2,900	2.9
2010	3,000	3.0
2011	3,100	3.1
2012	3,200	3.2
2013	3,300	3.3
2014	3,400	3.4
2015	3,500	3.5
2016	3,600	3.6
2017	3,700	3.7
2018	3,800	3.8
2019	3,900	3.9
2020	4,000	4.0

Year	Number of cases	Percentage of cases
1990	10	10.0
1991	15	15.0
1992	20	20.0
1993	25	25.0
1994	30	30.0
1995	35	35.0
1996	40	40.0
1997	45	45.0
1998	50	50.0
1999	55	55.0
2000	60	60.0
2001	65	65.0
2002	70	70.0
2003	75	75.0
2004	80	80.0
2005	85	85.0
2006	90	90.0
2007	95	95.0
2008	100	100.0
2009	105	105.0
2010	110	110.0
2011	115	115.0
2012	120	120.0
2013	125	125.0
2014	130	130.0
2015	135	135.0
2016	140	140.0
2017	145	145.0
2018	150	150.0
2019	155	155.0
2020	160	160.0
2021	165	165.0
2022	170	170.0
2023	175	175.0
2024	180	180.0
2025	185	185.0
2026	190	190.0
2027	195	195.0
2028	200	200.0
2029	205	205.0
2030	210	210.0
2031	215	215.0
2032	220	220.0
2033	225	225.0
2034	230	230.0
2035	235	235.0
2036	240	240.0
2037	245	245.0
2038	250	250.0
2039	255	255.0
2040	260	260.0
2041	265	265.0
2042	270	270.0
2043	275	275.0
2044	280	280.0
2045	285	285.0
2046	290	290.0
2047	295	295.0
2048	300	300.0
2049	305	305.0
2050	310	310.0
2051	315	315.0
2052	320	320.0
2053	325	325.0
2054	330	330.0
2055	335	335.0
2056	340	340.0
2057	345	345.0
2058	350	350.0
2059	355	355.0
2060	360	360.0
2061	365	365.0
2062	370	370.0
2063	375	375.0
2064	380	380.0
2065	385	385.0
2066	390	390.0
2067	395	395.0
2068	400	400.0
2069	405	405.0
2070	410	410.0
2071	415	415.0
2072	420	420.0
2073	425	425.0
2074	430	430.0
2075	435	435.0
2076	440	440.0
2077	445	445.0
2078	450	450.0
2079	455	455.0
2080	460	460.0
2081	465	465.0
2082	470	470.0
2083	475	475.0
2084	480	480.0
2085	485	485.0
2086	490	490.0
2087	495	495.0
2088	500	500.0
2089	505	505.0
2090	510	510.0
2091	515	515.0
2092	520	520.0
2093	525	525.0
2094	530	530.0
2095	535	535.0
2096	540	540.0
2097	545	545.0
2098	550	550.0
2099	555	555.0
2100		



# Elections communales et municipales

Page number	Keywords or title (author's name)	Page no.
-------------	-----------------------------------	----------

[illegible]

Page 10/10 <https://doi.org/10.1186/s13047-020-00147-6> Accepted: 17 July 2020

Page number	Author's full name (last, first)	Page
1	John Doe	1
2	Jane Smith	2
3	Robert Johnson	3
4	Emily White	4
5	Michael Brown	5
6	Sarah Green	6
7	David Black	7
8	Olivia Grey	8
9	William Gold	9
10	Isabella Silver	10
11	James Copper	11
12	Ava Bronze	12
13	Benjamin Iron	13
14	Mia Nickel	14
15	Ethan Zinc	15
16	Charlotte Lead	16
17	Lucas Tin	17
18	Amelia Platinum	18
19	Henry Silver	19
20	Evelyn Gold	20
21	Isaac Copper	21
22	Sophia Bronze	22
23	Samuel Iron	23
24	Madeline Nickel	24
25	Christopher Zinc	25
26	Grace Lead	26
27	Robert Tin	27
28	Victoria Platinum	28
29	William Silver	29
30	Olivia Gold	30
31	Benjamin Copper	31
32	Mia Bronze	32
33	Ethan Iron	33
34	Charlotte Nickel	34
35	Lucas Zinc	35
36	Amelia Lead	36
37	Henry Tin	37
38	Evelyn Platinum	38
39	Isaac Silver	39
40	Sophia Gold	40
41	Samuel Copper	41
42	Madeline Bronze	42
43	Christopher Iron	43
44	Grace Nickel	44
45	Robert Zinc	45
46	Victoria Lead	46
47	William Tin	47
48	Olivia Platinum	48
49	Benjamin Silver	49
50	Mia Gold	50
51	Ethan Copper	51
52	Charlotte Bronze	52
53	Lucas Iron	53
54	Amelia Nickel	54
55	Henry Zinc	55
56	Evelyn Lead	56
57	Isaac Tin	57
58	Sophia Platinum	58
59	Samuel Silver	59
60	Madeline Gold	60
61	Christopher Copper	61
62	Grace Bronze	62
63	Robert Iron	63
64	Victoria Nickel	64
65	William Zinc	65
66	Olivia Lead	66
67	Benjamin Tin	67
68	Mia Platinum	68
69	Ethan Silver	69
70	Charlotte Gold	70
71	Lucas Copper	71
72	Amelia Bronze	72
73	Henry Iron	73
74	Evelyn Nickel	74
75	Isaac Zinc	75
76	Sophia Lead	76
77	Samuel Tin	77
78	Madeline Platinum	78
79	Christopher Silver	79
80	Grace Gold	80
81	Robert Copper	81
82	Victoria Bronze	82
83	William Iron	83
84	Olivia Nickel	84
85	Benjamin Zinc	85
86	Mia Lead	86
87	Ethan Tin	87
88	Charlotte Platinum	88
89	Lucas Silver	89
90	Amelia Gold	90
91	Henry Copper	91
92	Evelyn Bronze	92
93	Isaac Iron	93
94	Sophia Nickel	94
95	Samuel Zinc	95
96	Madeline Lead	96
97	Christopher Tin	97
98	Grace Platinum	98
99	Robert Silver	99
100	Victoria Gold	100

Page 20196	Journal of Interpersonal Violence 36(10)	Page
------------	--	------

Age (yr)	Age as % of adult body weight	Height
----------	-------------------------------	--------

Fig. 1718	Figures 1719-1720 (1719) (1720)	Figures
-----------	---------------------------------	---------

Page 22/28

Page 2 of 10	Accepted on 17-05-2020 12:27:45	Reprints
--------------	---------------------------------	----------

Page 20110	Journal of the Acoustical Society of America	Page 20110
------------	--	------------

Page 20190

Page 1716	Journal of Interpersonal Violence 27(8)	Page
-----------	---	------

Page 20190	Journal of the American Statistical Association	Volume 114
------------	---	------------

Page 20110	Downloaded from jci.org on 07/26/16	Page
------------	-------------------------------------	------

Page 20186	Downloaded to [IP: 128.112.1.174]	Copyright
------------	-----------------------------------	-----------



## I- Abonnement

Période	Cotonou / Porto-Novo	Autres localités	Afrique/Europe/Monde
1 mois	10.000	12.000	15.000
3 mois	25.000	30.000	35.000
6 mois	45.000	50.000	55.000
12 mois	80.000	90.000	120.000

## II- Publi-rédaction

## 1- Textes proposés par l'annonceur

Espace	Une (1) parution	Plus d'une (1) parution	Avec titre à la 'Une'
1 page	150.000	120.000	+ 50.000
1/2 page	75.000	65.000	+ 40.000
1/4 page	40.000	35.000	+ 30.000
1/8 page	30.000	25.000	+ 20.000

## 2- Textes proposés par la rédaction

Espace	Une (1) parution	Plus d'une (1) parution	Avec titre à la 'Une'
1 page	150.000	120.000	+ 50.000
1/2 page	80.000	70.000	+ 40.000
1/4 page	45.000	40.000	+ 30.000
1/8 page	30.000	25.000	+ 20.000

## III- Insertions publicitaires

Espace	Une (1) parution	Plus d'une (1) parution
1 page	100.000	80.000
1/2 page	55.000	45.000
1/4 page	30.000	25.000
1/8 page	20.000	15.000

## IV- Petites annonces

Espace	Une (1) parution	Plus d'une (1) parution
I- EMPLOIS	600 / ligne	500 / ligne
II- IMMOBILIER (parcelle, magasin, ...)	900 / ligne	600 / ligne
III- ANNONCES DIVERSES	1.200 / ligne	1.000 / ligne
IV- DÉCÈS	800/ligne + 50% avec photo	700/ligne + 50% avec photo

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à

Cotonou/Porto-Novo

Autre localité du Bénin

Afrique/Europe /Monde

Soutien

1 mois

☐ 10.000 F Cfa

3 mois

☐ 25.000 F Cfa

6 mois

☐ 45.000 F Cfa

1 an

☐ 80.000 F Cfa☐ 12.000 F Cfa☐ 30.000 F Cfa☐ 50.000 F Cfa☐ 90.000 F Cfa☐ 15.000 F Cfa☐ 35.000 F Cfa☐ 55.000 F Cfa☐ 120.000 F Cfa☐ 100.000 F Cfa

NOM OU RAISON SOCIALE : .....

ADRESSE : .....

BOÎTE POSTALE : ..... TÉL : .....

LIEU ET ADRESSE DE LIVRAISON : .....

Ci-joint mon règlement d'un montant DE ..... F Cfa à l'ordre de

BP

(Rép. du Bénin) - Tél.:

pour règlement par :

☐ Chèque☐ Espèces☐ Mandat-lettre

AGENCE DE COMMUNICATION GLOBALE

CONSEIL &amp; STRATEGIE - PRODUCTION AUDIOVISUELLE - EDITION &amp; PRINT

GRAPHISME &amp; INFOGRAPHIE - EVÉNEMENTIEL - RELATION PRESSE - WEB &amp; DIGITAL - FORMATIONS



## Le Real Madrid a choisi son trio de galactiques pour 2021 Selon les informations de la presse madrilène, le club sait déjà sur quel trio offensif il veut s'appuyer à partir de l'été 2021.

Le Real Madrid semblait avoir des plans XXL pour ce mercato estival, mais les récents événements liés à la pandémie de coronavirus ont, comme pour beaucoup d'autres clubs, obligé la direction merengue à revoir ses intentions. Le prochain marché des transferts s'annonce donc plutôt calme, avec des Merengues qui comptent bien s'appuyer sur le retour de joueurs prêtés ou sur un Eden Hazard qui a souvent été handicapé par les pépins physiques lors de son premier exercice du côté de Concha Espina.

En revanche, pour 2021, Florentino Pérez voit déjà les choses en (très) grand. A tel point que la presse madrilène, et plus précisément le quotidien AS, a déjà trouvé un nouveau surnom au futur trio offensif du Real Madrid : la MHH. Après la BBC ou la MSN à Barcelone, le club de la

capitale espagnole veut ainsi s'offrir un trio composé de Kylian Mbappé, Erling Braut Håland et Eden Hazard. Un trio que l'on considère très complémentaire à Madrid, puisqu'il permettrait à l'équipe d'avoir des tueurs devant le but, de la vitesse et de la créativité. Tout pour garantir un sacré spectacle dans ce nouveau Bernabéu donc.

Un trio de feu. Malgré cette première saison en demi-teinte, le Real Madrid a toujours confiance en Eden Hazard, et les Merengues estiment qu'il a beaucoup à offrir. Quant au golem norvégien, on pense qu'il prendra rapidement la place de Karim Benzema et les Blancos voient en lui le futur attaquant madrilène pour la prochaine décennie. La bonne relation de la direction avec Mino Raiola pourrait clairement servir les intérêts du club de Liga.

Quant au Français, il est le grand rêve de Florentino Pérez, qui espère pouvoir se l'offrir à un an de la fin de son contrat avec le Paris Saint-Germain.

Un trio offensif qui serait en plus particulièrement jeune, avec un âge moyen de 24,3 ans, et le média rajoute que Viniçius Junior aura aussi un rôle important à jouer, avec Rodrygo, Marco Asensio ou Karim Benzema en remplaçants de luxe pour l'entraîneur merengue. L'argent ne devrait pas forcément être un problème d'ici un an puisque les Madrilènes ont en plus de ça une masse salariale relativement basse et s'attendent à encaisser de gros chèques dans les prochains mois en se séparant d'éléments indésirables comme Gareth Bale ou James Rodríguez. Les supporters merengues peuvent déjà se frotter les mains...

InfoSport en Direct

PSG

## Kylian Mbappé a fixé une condition pour prolonger son contrat

Le numéro 7 du Paris Saint-Germain ne serait plus forcément contre la signature d'un nouveau contrat. En revanche, il compte bien poser une condition pour prolonger... Kylian Mbappé sera de la partie la saison prochaine. Un départ de l'ancien Monégasque dès ce mercato estival ne semble effectivement pas être d'actualité. La situation financière des clubs a changé avec cette crise du coronavirus, et le Paris Saint-Germain ne compte logiquement pas laisser son prodige partir facilement. Le Real Madrid, son principal prétendant, en est conscient, et ne passera pas à l'attaque lors du prochain marché des transferts. Les Merengues auraient déjà un plan bien établi, à savoir attendre l'été 2021. D'ici un peu plus d'un an, le club de la capitale française ne sera plus en position de force avec le contrat du champion du monde qui expire en 2022, et les Madrilènes auront du cash pour mener à bien une opération d'une telle envergure. Florentino Pérez et compagnie n'ont

donc plus qu'à attendre, tout en croisant les doigts pour que d'ici là, Nasser Al-Khelaifi et Leonardo ne parviennent pas à convaincre Mbappé de prolonger. Mbappé veut une clause libératoire relativement basse. Ce samedi, le quotidien espagnol AS en dit un peu plus. On apprend notamment que le joueur serait un peu plus enclin à prolonger son contrat avec le champion de France en titre. D'autant plus que la situation actuelle le plonge, comme beaucoup d'autres, dans une certaine incertitude vis à vis de son avenir. En revanche, le Bondinois compte poser une condition pour signer un nouveau bail avec le club francilien : l'existence d'une clause libératoire abordable pour le Real Madrid ou tout autre gros club européen. Les clauses libératoires n'étant pas homologuées auprès de la LFP, il s'agirait donc d'une clause sous seing privé, une pratique de plus en plus courante et qui avait par exemple beaucoup été utilisée à l'OGC Nice. Mbappé ne se fermerait ainsi pas les portes du Real Madrid de façon

définitive en cas de nouveau contrat à Paris, ce qui serait a priori le cas sans clause libératoire. La semaine dernière, la presse espagnole évoquait qu'il voulait s'éviter cette « prison dorée parisienne » en signant un nouveau bail. Reste tout de même à voir si le Paris Saint-Germain acceptera la demande de sa star...

InfoSport en Direct

## Fédération béninoise de Football

« Si la saison est annulée à cette étape, ce sera un goût amer pour les sportifs » dicit Richard Bio, coach d'Esae Fc



Réunis en assemblée extraordinaire le samedi 9 mai dernier à Porto-Novo (Djassin) siège de la FBF, les membres de la Fédération béninoise de football (FBF) se sont prononcés sur la suite à donner aux championnats nationaux de football (Ligues 1,2et3) suspendus en raison du coronavirus. A l'issue des échanges, l'attente du monde du football béninois a été prolongée jusqu'au lundi 15 juin prochain, date retenue par l'instance nationale du football pour prendre une décision définitive quant à la reprise, la fin ou l'annulation de la saison 2019-2020 au Bénin. En attendant les décisions officielles, votre quotidien... a recueilli l'avis du coach d'ESAE FC Richard Bio sur le sujet.

Quel est votre avis sur la décision de la FBF d'attendre jusqu'au 15 juin avant de donner une suite au championnat béninois ? Richard Bio : Je pense que cette décision prise par la Fédération béninoise de football est une décision salutaire car il s'agit de prendre le temps de voir l'évolution de la pandémie qui sévit et qui a conduit à l'arrêt du championnat. Je crois que jusqu'à cette date le monde sportif béninois sera fixé sur le sort du championnat.

Et si le championnat s'arrêtait là avec comme propos du SG Claude Paqui, « pas de descentes... pas de monter pour les équipes » quel sera votre sentiment ? Si à la date du 15 juin, le comité Exécutif mettait fin à cette saison... je

resterais sur ma faim tout ayant un sentiment de quelque chose qui a été inachevé, car la suspension est arrivée à un moment où nous étions dans la phase active du championnat ou plusieurs équipes luttent pour avoir une place en compétition africaine (Ayéma, Esae, Dragons et autres...) et d'autres luttent pour éviter la relégation, c'est vrai que la santé n'a pas de prix, et qu'il faut être bonne santé pour pratiquer le football. Pour l'instant, nous allons attendre le 15 juin pour être surs.

Quelles seront pour vous les équipes qui représenteront le Bénin lors des compétitions internationales si le championnat venait à être annulé ?

A l'heure actuelle, nous avons deux équipes en tête du classement de la Vitalor Ligue 1 (AYEMA FC et ESAE FC) et s'il n'y avait pas une situation pareille on serait déjà en train de connaître les équipes qui iront représenter le pays pour les compétitions africaines. Nous en tant qu'acteurs nous avons soif de retrouver nos joueurs, le public et les stades pour faire ce que nous savons faire mais si la situation ne permet pas on sera obligé de se sacrifier. Mais la décision finale revient au Comité exécutif de la FBF qui est l'instance qui décide pour le football béninois. Rappelons que les championnats nationaux de football ont été suspendus par la Fédération béninoise de Football après la séance extraordinaire du Conseil des ministres du 17 mars 2020 en raison de la pandémie du coronavirus. F.A

## Communales 2020

### Ces journalistes devenus conseillers et peut-être maires

*Les résultats des élections communales ont été proclamés provisoirement par la Cena aux aurores de ce jeudi 21 Mai 2020. Comme d'autres corps de métiers des professionnels des médias en activités ou non en lice ont pu tirer leur épingle du jeu.*

Hermann Dimitri Adankpo à Porto-Novo dans l'Ouémé, Germain Assokou à Djidja dans le Zou, Christophe Agbodji à Houéyogbé dans le Mono, Mathias Léandre Atignon à Grand-Popo toujours dans le Mono, Émile Houenakou à Savalou dans les Collines, Fataou Amoussa, Dg Soleil Levant à So Ava dans l'Atlantique, Calixte Adiyéton,

Malick Gomina, DG du groupe de presse Fraternité à Djougou dans la Donga et Charles Toko à Parakou dans le Borgou qu'on ne présente plus au Bénin. Ils sont nombreux à franchir le seuil des conseils communaux de différentes communes. En attendant de voir leur positionnement dans la hiérarchie de ces conseils communaux, un ou deux se démarquent déjà pour le poste de maire. On peut citer Malick Gomina DG du groupe de presse Fraternité qui veut briguer la mairie de Djougou dans la Donga et Charles Toko qui veut bien reprendre son poste de maire à Parakou dans le Borgou malgré la présence des FCBE qui ont eu la majorité des conseillers dans la

troisième ville à statut particulier. Si beaucoup d'entre eux franchissent pour la première fois ce seuil, certains sont habitués à la manœuvre. Plusieurs autres confrères sur la liste au départ n'ont pas eu la chance des premiers. On peut citer le cas de Adjohoun dans l'Ouémé où le maire Roland Da Hefa, journaliste de profession n'a pas pu renouveler son mandat smde conseiller sur la liste BR.





# Elections communales et municipales

Year	Number of cases	Rate per 100,000
1990	1,000	1.0
1991	1,100	1.1
1992	1,200	1.2
1993	1,300	1.3
1994	1,400	1.4
1995	1,500	1.5
1996	1,600	1.6
1997	1,700	1.7
1998	1,800	1.8
1999	1,900	1.9
2000	2,000	2.0
2001	2,100	2.1
2002	2,200	2.2
2003	2,300	2.3
2004	2,400	2.4
2005	2,500	2.5
2006	2,600	2.6
2007	2,700	2.7
2008	2,800	2.8
2009	2,900	2.9
2010	3,000	3.0
2011	3,100	3.1
2012	3,200	3.2
2013	3,300	3.3
2014	3,400	3.4
2015	3,500	3.5
2016	3,600	3.6
2017	3,700	3.7
2018	3,800	3.8
2019	3,900	3.9
2020	4,000	4.0



REPUBLIQUE DU BENIN  
MINISTRE DE L'ENERGIE  
DIRECTION GENERALE DE LA SBEE  
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Cotonou, le 08 MAI 2020

**NOTE D'INFORMATION N° 195 /20/SBEE/DG/DRH**

**Objet :** Mesures restrictives dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire.

Dans l'optique de lutter contre la propagation du COVID 19 à l'intérieur du Bénin, le gouvernement béninois et les administrations ont mis en œuvre plusieurs mesures en vue de la protection de la population et des administrés. Ces mesures, notamment le confinement, le télétravail et le travail par rotation ont également été adoptées par notre société pour un service essentiel.

Par le compte rendu du conseil des ministres en date du 06 mai 2020, le gouvernement du Bénin a fait l'option d'assouplir la mesure de limitation de la mobilité des personnes en autorisant la levée du cordon sanitaire ainsi que la reprise des cours pour les classes de CM2, les lycées, collèges et les étudiants à l'université pour compter du lundi 11 mai 2020.

Cet assouplissement ne diminue aucunement les risques de contamination et c'est la raison pour laquelle le gouvernement conserve les mesures barrières édictées depuis le début de la crise. La Direction Générale exhorte donc tous les agents confinés à la maison et ceux sur les lieux de travail, à appliquer les mêmes mesures de prudence et de vigilance dans tous les gestes quotidiens et en tous lieux.

Pour ce faire, les gestes barrières spécifiés dans les diverses notes de service prises dans le cadre de la gestion de la crise sont maintenues et le port de masque est obligatoire en tous lieux.

Par ailleurs, en ce qui concerne la SBEE, et en vue de la sécurité du personnel, les dispositions de confinement précédemment prises pour empêcher la propagation du virus sur les lieux de travail (confinement, télétravail et travail par rotation) demeurent inchangées.

En outre, chaque direction devra revoir sa planification en fonction des besoins et des tâches incompressibles, et procéder ainsi à un réajustement du calendrier de présence au bureau de ses collaborateurs.

Enfin, il est à souligner que le contrôle avant l'entrée dans les locaux de la SBEE est de mise et qu'aucun agent dont la présence n'est pas justifiée ne saurait y avoir accès.

L'attaché du prix à l'exécution sans faille des présentes prescriptions, pour la santé de tous les agents de la Société.

LE DIRECTEUR GENERAL  
**Jacques PARADIS**

**Amplifications :**

- PCA
- SG
- Directeurs Centraux
- Directeurs Régionaux - Chefs Département
- Chefs Cellules - Chefs Service - Chefs d'Agence
- Secrétaires Généraux de Syndicat. PCA

**Message SBEE COVID-19**

**SOCIÉTÉ BENINOISE D'ENERGIE ELECTRIQUE**

Cotonou, le 08 MAI 2020

**COMMUNIQUE**

La Société Beninoise d'Énergie Électrique communique :

Depuis quelques semaines, le monde entier vit sous la hanse du COVID 2019. Le Bénin, notre pays n'est pas épargné.

Face à la propagation de la pandémie du virus et pour éviter des risques de contagion, la SBEE, conformément aux décisions du gouvernement, invite sa clientèle à respecter rigoureusement les mesures d'hygiène et de sécurité.

Elle rassure, des dispositions subséquentes prises pour sécuriser aussi bien sa clientèle, que son personnel au niveau de la Direction Générale, des Directions Régionales et surtout des agences, et autres points d'encastement sur l'ensemble du territoire national.

La Direction Générale exhorte et encourage ses clients à prioriser leurs opérations d'achat de crédit pour compteurs à prépaiement, via les réseaux GSM MOOV et MTN, et à se rapprocher des services de la SBEE et de ses agences en toute quiétude pour le paiement de leurs factures, ou pour d'autres services, dans le respect strict des consignes de distanciation et de rassemblement.

La Direction Générale de la SBEE compte sur sa clientèle pour le respect des consignes sur ses différents sites.

Chaque client compte pour la SBEE. Protégeons les autres en nous protégeant.

La SBEE des hommes à votre service.

LE DIRECTEUR GENERAL  
**Jacques PARADIS**

CAPITAL SOCIAL : 10.000.000.000 F CFA  
R.C. COTONOU N° 736-B  
N° IFU 302000000113

**S.B.E.E.**  
DIRECTION GENERALE

Rue Avenue du Gouverneur Général POITY  
BP 8 P 103 COTONOU (Bénin)  
Tél : (229) 21 51 21 40  
Télégramme : 229 21 51 21 40

**SOCIÉTÉ BENINOISE D'ENERGIE ELECTRIQUE**

Cotonou, le 08 MAI 2020

**COMMUNIQUE :**

La Société Beninoise d'Énergie Électrique communique :

Depuis quelques semaines, le monde entier vit une crise sanitaire sans précédent, liée à la propagation du COVID 19. Face à cette pandémie, le Gouvernement recommande au peuple béninois le respect strict des mesures d'hygiène. La SBEE ne saurait déroger à ses règles qui sauvent des vies. C'est pourquoi, elle rappelle que les dispositions prises sont toujours en vigueur et exhortent la clientèle, les fournisseurs, le personnel et tout usager, à ériger ces règles en loi :

- de respect des mesures d'hygiène à la Direction Générale, dans les agences et lieux de travail notamment. L'installation du système de lavage des mains à l'eau et au savon ou avec une solution hydroalcoolique,
- de la prise systématique de température,
- de la formation et la sensibilisation des agents d'entretien pour le nettoyage continu des espaces et objets divers (poignées de portes, boutons d'ascenseur, corbeille d'ordures, sols, toilettes, etc.)
- de la réduction des réunions physiques au profit des réunions par mail ou vidéoconférence et de télétravail
- de la limitation des accès aux bureaux de la Direction Générale et des agences à toute personne extérieure aux employés.

Cependant, et afin d'éviter le cumul des factures en cette période de pandémie, la SBEE rassure que ses services sont ouverts aux opérations de paiement de factures et que le paiement électronique fonctionne en continu. Elle invite donc ses clients à se rapprocher de ses guichets en toute quiétude où les dispositions sont prises à cet effet.

Protégeons-nous et protégeons les autres pour vaincre ensemble la COVID-19.

La SBEE, à votre service 24h/24.

LE DIRECTEUR GENERAL  
**Jacques PARADIS**

CAPITAL SOCIAL : 10.000.000.000 F CFA  
R.C. COTONOU N° 736-B  
N° IFU 302000000113

**S.B.E.E.**  
DIRECTION GENERALE

Rue Avenue du Gouverneur Général POITY  
BP 8 P 103 COTONOU (Bénin)  
Tél : (229) 21 51 21 40  
Télégramme : 229 21 51 21 40





# Liste des élus par arrondissement

N°	Titulaire	GAFA	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	1 <sup>er</sup> 15-01-2021	2 <sup>ème</sup> 15-02-2021	3 <sup>ème</sup> 15-03-2021
1	Titulaire	GAFA	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	15-01-2021	15-02-2021	15-03-2021
2	Titulaire	BIO YERBA AGUA	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	15-01-2021	15-02-2021	15-03-2021
3	Titulaire	SOLACH	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	15-01-2021	15-02-2021	15-03-2021
4	Titulaire	SOURKOU	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	15-01-2021	15-02-2021	15-03-2021
5	Titulaire	GAFA	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	15-01-2021	15-02-2021	15-03-2021
DEPARTEMENT : BONGOU				COMMUNE : BONGOU				
4. APPROUVEMENT : GAFA				Commune : BONGOU				
N°	Titulaire	GAFA	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	1 <sup>er</sup> 15-01-2021	2 <sup>ème</sup> 15-02-2021	3 <sup>ème</sup> 15-03-2021
1	Titulaire	SOURKOU	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	15-01-2021	15-02-2021	15-03-2021
2	Titulaire	OROU BOUN	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	15-01-2021	15-02-2021	15-03-2021
3	Titulaire	SARA BIO GOUNDOU	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	15-01-2021	15-02-2021	15-03-2021
4	Titulaire	IBADURE	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	15-01-2021	15-02-2021	15-03-2021
5	Titulaire	KOTO YERBA	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	15-01-2021	15-02-2021	15-03-2021
6	Titulaire	GAFA	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	15-01-2021	15-02-2021	15-03-2021
DEPARTEMENT : BONGOU				COMMUNE : BONGOU				
4. APPROUVEMENT : BIA				Commune : BONGOU				
N°	Titulaire	GAFA	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	1 <sup>er</sup> 15-01-2021	2 <sup>ème</sup> 15-02-2021	3 <sup>ème</sup> 15-03-2021
1	Titulaire	GAFA	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	15-01-2021	15-02-2021	15-03-2021
2	Titulaire	BIO YERBA	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	15-01-2021	15-02-2021	15-03-2021
3	Titulaire	GAFA	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	15-01-2021	15-02-2021	15-03-2021
4	Titulaire	CHAD YERBA MERE	Don. Révis. Période	FCBE	Pratiquant	15-01-2021	15-02-2021	15-03-2021

N°	Titulaire	CHIFFRE BINA 2008	Cumulus	LP	Indicateur agricole	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009
1	Titulaire	BOURNOU	Aboukaka Sid	LP	Indicateur de culture	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009
2	Titulaire	BOURNOU VICE BINA	Satou	SP	Indicateur	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009

  

DEPARTEMENT BORGOU					COMMUNE KALALE			
N°	Titulaire	CHIFFRE BINA 2008	Cumulus	LP	Indicateur agricole	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009
1	Titulaire	BOURNOU KALALE	Latou	LP	Indicateur	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009
2	Titulaire	BOURNOU KALALE	Gado	LP	Indicateur	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009
3	Titulaire	BOURNOU KALALE	Ono	LP	Indicateur	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009
4	Titulaire	BOURNOU KALALE	Foukoudou	LP	Indicateur	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009
5	Titulaire	BOURNOU KALALE	Foukoudou	SP	Indicateur agricole	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009
6	Titulaire	BOURNOU KALALE	Latou	SP	Indicateur agricole	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009

  

DEPARTEMENT BORGOU					COMMUNE KALALE			
N°	Titulaire	CHIFFRE BINA 2008	Cumulus	LP	Indicateur agricole	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009
1	Titulaire	BOURNOU KALALE	Latou	LP	Indicateur	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009
2	Titulaire	BOURNOU KALALE	Gado	LP	Indicateur	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009
3	Titulaire	BOURNOU KALALE	Ono	LP	Indicateur	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009
4	Titulaire	BOURNOU KALALE	Foukoudou	LP	Indicateur	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009
5	Titulaire	BOURNOU KALALE	Foukoudou	SP	Indicateur agricole	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009
6	Titulaire	BOURNOU KALALE	Latou	SP	Indicateur agricole	15-01-2007	15-01-2008	15-01-2009

1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
4. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
5. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
6. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
7. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
8. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
9. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
10. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
11. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
12. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
13. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
14. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
15. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
16. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
17. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
18. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
19. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
20. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
21. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
22. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
23. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
24. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
25. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
26. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
27. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
28. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
29. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
30. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
31. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
32. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
33. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
DEPARTEMENT BORDO									
34. ARRONCEMENT : SÉRIALI								COMUNE (N°1)	
N°	Posteur	NOM	PRENOM	DATE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEU EN SERVICE	ANCIENNETÉ	Remarque
1	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
2	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise	10 ans	
3	Tissane	MAHOU	Yolande	LP	Secrétaire	15-01-1971	Non-Précise</		

N°	POSTES	NOM	PRENOM	SEXE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEVE EN SERVICE	ANCIENNETÉ
1	Traitant	CHIBI MESSI	Samuel	MR	Enseignant	21-03-1971	19-03-1993	22ans
2	Traitant	BACFOU	Romain	MR	Enseignant de l'Enseignement Secondaire	15-05-1970	15-05-1993	23ans
3	Traitant	EME CHIBI	Yvonne	MR	Enseignant de l'Enseignement Secondaire	26-03-1971	15-05-1993	22ans
4	Traitant	CHIBI GOUAROU	Beno	MR	Enseignant de l'Enseignement Secondaire	14-01-1974	15-05-1993	19ans
5	Traitant	AROUNA	Adeline	MR	Comptable	11-05-1984	15-05-1993	9ans
6	Traitant	AROUNA	Isabelle	FCEB	Enseignant	22-03-1975	15-05-1993	18ans
7	Traitant	AROUNON	Renault	FCEB	Enseignant de l'Enseignement Secondaire	04-08-1970	15-05-1993	23ans
8	Traitant	TRACORE	Stephan Gabe	FCEB	Enseignant de l'Enseignement Secondaire	20-03-1972	15-05-1993	21ans
9	Traitant	OROU GORGOU	Mkandjaye	LP	Enseignant	20-03-1980	15-05-1993	13ans
DEPARTEMENT BORDOU						COMPTABLE PRENOM		
1. ARRÊCHEMENT : GABAY						Nombre de sièges : 1		
N°	POSTES	NOM	PRENOM	SEXE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEVE EN SERVICE	ANCIENNETÉ
1	Traitant	THAGOU	Zyhe Adam	FCEB	Enseignant	25-03-1980	15-05-1993	13ans
2	Traitant	ALI	Ali	FCEB	Enseignant	21-03-1980	15-05-1993	13ans
3	Traitant	ALLAURE	Alain	FCEB	Enseignant	28-03-1980	15-05-1993	13ans
4	Traitant	BANIKOBA ABDOULAYE	Opemba	LP	Enseignant	20-03-1980	15-05-1993	13ans
5	Traitant	THAGOU	Alain	MR	Enseignant	20-03-1980	15-05-1993	13ans
DEPARTEMENT BORDOU						COMPTABLE PRENOM		
1. ARRÊCHEMENT : GURAGOU						Nombre de sièges : 1		
N°	POSTES	NOM	PRENOM	SEXE	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	LEVE EN SERVICE	ANCIENNETÉ
1	Traitant	LAFIA KORA	Saka Gabe	LP	Enseignant	20-03-1978	15-05-1993	15ans

DEPARTEMENT BORGOU					COMBINAISON			Nombre de villages / communes concernées
N°	Province	Noms	Provinces	Arrêts	Arrêt de destination	Arrêt de destination		
1	Tassara	GANFARA	Issaka	F230	01-02-1974	01-02-1974	Issaka	
2	Tassara	ASSOUAN	Zakari	F230	01-02-1974	01-02-1974	Issaka	
3	Tassara	SAKOU MOHAMED	Abdou Alfoua	F230	01-02-1974	01-02-1974	Issaka	
4	Tassara	MOHOU	Issaka	F230	01-02-1974	01-02-1974	Issaka	
5	Tassara	Issaka AGAMOU	Foumby	LF	01-02-1974	01-02-1974	Issaka	
6	Tassara	Issaka (200)	Issaka Issaka	LF	01-02-1974	01-02-1974	Issaka	
7	Tassara	BOURDAS	Issaka Issaka	BF	01-02-1974	01-02-1974	Issaka	
DEPARTEMENT BORGOU					COMBINAISON			Nombre de villages / communes concernées
N°	Province	Noms	Provinces	Arrêts	Arrêt de destination	Arrêt de destination		
1	Tassara	BOUZO	Issaka Issaka	LF	01-02-1974	01-02-1974	Issaka	
2	Tassara	BOUZO (200)	Issaka Issaka	LF	01-02-1974	01-02-1974	Issaka	
DEPARTEMENT BORGOU					COMBINAISON			Nombre de villages / communes concernées
N°	Province	Noms	Provinces	Arrêts	Arrêt de destination	Arrêt de destination		
1	Tassara	CHABO AITA	Issaka	BF	01-02-1974	01-02-1974	Issaka	
2	Tassara	ROHRE	Issaka	BF	01-02-1974	01-02-1974	Issaka	
3	Tassara	CHABO GOURAM	Issaka	BF	01-02-1974	01-02-1974	Issaka	
4	Tassara	BOUZO	Issaka	BF	01-02-1974	01-02-1974	Issaka	
5	Tassara	AGAMOU	Issaka	F230	01-02-1974	01-02-1974	Issaka	